Se cachant en pleine vue : les bidonvilles dans la cité

Hiding in Plain Sight: the Bidonville in the City

In Sichtweite versteckt: Slums in der Stadt

Nascondersi in piena vista: il bidonville nella città

Escondese a plena vista: los bidonvilles en la cité

Sheila Crane

Traducteur : François Boisivon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspective/9691>

DOI : 10.4000/perspective.9691

ISSN : 2269-7721

Éditeur

Institut national d'histoire de l'art

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 167-176

ISBN : 978-2-917902-46-2

ISSN : 1777-7852

Référence électronique

Sheila Crane, « Se cachant en pleine vue : les bidonvilles dans la cité », *Perspective* [En ligne], 1 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 01 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspective/9691> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/perspective.9691>

Se cachant en pleine vue : les bidonvilles dans la cité

Sheila Crane

– AVERMAETE et CASCIATO, 2014 : Tom Avermaete et Maristella Casciato, *Casablanca / Chandigarh : bilans d'une modernisation*, Yto Barrada and Takashi Homma (photographies), Montréal / Zurich, Centre canadien d'architecture / Park Books, 2014, 367 p.

– BLANC-CHALÉARD, 2016 : Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles : Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, 464 p.

– HENNI, 2017 : Samia Henni, *Architecture of Counter-revolution: The French Army in Northern Algeria*, Zurich, gta Verlag, 2017, 336 p., 73 ill. en n. et b.

– ROESLER, 2016 : Sascha Roesler (dir.), *Habitat marocain documents*, Zurich, Park Books, 2016, 200 p.

Si l'on devait ébaucher une histoire de la culture visuelle du bidonville, une affiche éditée en juin 1968 pourrait certainement lui servir de symbole iconique (**fig. 1**). Sous le titre, écrit à la main, sonnait comme un appel aux armes « Non aux bidonvilles, non aux villes-bidons », l'affiche enjoignait le lecteur à ne pas permettre que l'urbanisme demeure le domaine réservé de l'État et des experts, mais à le revendiquer comme terrain critique où puisse s'exprimer directement l'engagement politique. La paire de barils de pétrole qu'elle montrait, l'un surmonté d'une cheminée de fortune, l'autre divisé en travées de fenêtres, formant comme une grille uniforme, reprend visuellement le jeu de mots sur « bidonvilles », en donnant à voir le baril jeté au rebut souvent utilisé comme matériau de construction des habitats de bric et de broc édifés dans les zones urbaines, qui répondent plutôt aujourd'hui au terme générique d'habitat informel. Dans le même temps, l'affiche dévoile la vision homogénéisante de l'architecture des « grands ensembles » et des « villes nouvelles », remplaçant les bidonvilles, subtilement dénoncés comme de purs habillages, des fenêtres, comme une simple apparence masquant les mêmes structures de confinement.

Fréquemment utilisée comme illustration par les histoires des événements de « mai », cette affiche est une preuve vivante de ce que

soutient Marie-Claude Blanc-Chaléard, qui, dans *En finir avec les bidonvilles*, considère que la fin des années 1960 marque le moment où les bidonvilles deviennent à la fois un sujet auquel on s'intéresse, un lieu de dissensus politique, mais aussi une sorte d'emblème de luttes plus vastes concernant l'espace urbain, l'immigration, et l'avenir de la protection sociale. Le bidonville était, récemment encore, ce que j'appellerais un phénomène qui se cache en pleine vue – un mode de développement urbain universel auquel on faisait fréquemment allusion, mais qui ne semblait pas mériter, en tant que tel, une analyse historique. L'annonce, en juin 1968, d'un débat organisé par « les étudiants et les professionnels de l'aménagement du cadre de vie » en demeure l'exemple typique : le thème est familier mais les phénomènes qu'il sous-tend sont largement considérés comme des symboles évidents des échecs de l'aménagement urbain, qui doivent être rectifiés, mais ne méritent pas, autrement, qu'on s'y attache.

On observe cependant, ces dernières années, une éclosion de publications consacrées à l'histoire et à la politique de l'espace qu'ont marquées les bidonvilles, terme probablement employé pour la première fois à la fin des années 1920 à Casablanca pour décrire une agglomération en croissance rapide d'habitats de fortune construits par des migrants récemment arrivés des campagnes à la ville. Au cours des décennies qui suivirent, ce terme fut repris pour désigner des développements similaires dans d'autres villes du Maghreb et, au milieu des années 1950, en métropole. Avec le temps, il a dénommé de façon plus générale l'informalité urbaine, notamment dans la littérature francophone sur le sujet. L'explosion de l'habitat informel à l'échelle de la planète – qu'il s'agisse des taudis de Mumbai, des *shantytowns* de Lagos, des favelas de Rio de Janeiro, des *gecekondu* d'Istanbul et des *'ashwa'iyât* du Caire, parmi tant d'autres – a fourni matière à des discussions importantes, quoique, considérée d'un point de vue historique, l'émergence de ces lieux ait reçu nettement moins d'attention¹. Dans le cadre plus générique d'informalité urbaine, le bidonville, phénomène tant historique que géographique, a récemment fait l'objet d'importantes recherches.

Comme le suggèrent les quatre ouvrages analysés ici, des historiens de la ville et de l'architecture ont commencé à s'intéresser de plus près à la trajectoire particulière du bidonville entre le Maghreb et la France, soit du point de vue de l'histoire

1. « Non aux bidonvilles, non aux villes-bidons. L'urbanisme est un acte politique au service du peuple », affiche, juin 1968, Paris, BnF, département des Estampes et de la Photographie, ENT QB-1 (1968, 2)-ROUL.

urbaine – en mettant l'accent sur les institutions, sur les structures politiques et sur les politiques de la ville (BLANC-CHALÉARD, 2016) –, soit de celui de l'histoire de l'architecture – privilégiant les plans d'architectes pour de nouveaux aménagements urbains et la construction de logements destinés à remplacer les bidonvilles (AVERMATE ET CASCIATO, 2014 ; ROESLER, 2016). Dans *Architecture and Counterrevolution*, Samia Henni ouvre une sorte de troisième voie, puisqu'elle relie l'analyse des politiques institutionnelles et projets à grande échelle de restructuration territoriale à l'étude des projets de construction remarquables.

Les Trente Glorieuses des bidonvilles ?

L'ouvrage de Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles : Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, offre la première histoire générale des bidonvilles en

France, retraçant leur multiplication en banlieue parisienne au milieu de années 1950, tout comme l'ambitieux projet national de les résorber, officiellement lancé en 1964, et l'élimination réussie de la vaste majorité de ces sites au milieu des années 1970². Si le bidonville a d'abord été considéré comme un phénomène marginal dans l'histoire de l'aménagement urbain, de l'urbanisation et de l'habitat en France, Blanc-Chaléard soutient qu'à la fin des années 1960, la prolifération rapide de constructions spontanées ou occasionnelles et l'importance des efforts déployés pour les éliminer et pour reloger leurs habitants ont fait de ces espaces l'un des points de mire des initiatives publiques de planification urbaine. L'étude de Blanc-Chaléard traverse les Trente Glorieuses³ en réévaluant, du point de vue du bidonville, les transformations urbaines et sociales déterminantes qui ont suivi la fin

de la Seconde Guerre mondiale et le processus de décolonisation. La représentation donnée ici mobilise tout autant les récits déjà connus concernant les institutions de l'après-guerre et les priorités données au logement et à l'aménagement urbain que l'évolution des politiques d'immigration durant la période, permettant ainsi de mieux comprendre la manière dont ces éléments ont façonné l'évolution et l'élimination du bidonville en France.

En finir avec les bidonvilles s'appuie sur les recherches soutenues de Blanc-Chaléard consacrées à l'histoire de l'immigration et de la ville, avec une attention particulière portée aux immigrants italiens et aux banlieues parisiennes⁴. Le livre est un ambitieux travail de synthèse, également nourri d'une collaboration de longue date avec Annie Fourcaut et d'autres chercheurs rattachés au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (université Paris I, Panthéon-Sorbonne/CNRS), dont les travaux d'anciens et d'actuels étudiants, comme Muriel Cohen et Cédric David⁵, qui forment une sorte de troisième vague du phénomène, s'adossant aux recherches et aux publications ayant déjà attiré l'attention sur le bidonville. Les premiers ouvrages sur le sujet remontent à la fin des années 1950, lorsque des géographes et des sociologues de l'urbain comme Robert Montagne et André Adam à Casablanca, ou Robert Pelletier et Robert Desclôîtres à Alger, cherchant à comprendre l'évolution rapide des situations socio-spatiales dans la ville et les effets de l'accélération des migrations du monde rural au monde urbain, entreprirent des enquêtes approfondies sur ces constructions et leurs habitants⁶. Vingt ans plus tard, les interventions déterminantes de Monique Hervé, de Brahim Benaïcha et d'Abdelmalek Sayad, qui se sont formés à l'étude des bidonvilles de Nanterre et des souffrances endurées par les immigrants maghrébins en France métropolitaine, étaient le produit de méthodes de travail totalement différentes, reposant sur le reportage engagé, l'auto-ethnographie et la sociologie critique⁷. Blanc-Chaléard fonde quant à elle son analyse sur l'examen minutieux des acteurs institutionnels concernés et des politiques menées, dans un projet surtout attaché à donner une vision claire des évolutions historiques.

La structure du livre met en avant les inflexions significatives de la politique nationale, tout en comprenant ces initiatives dans le cadre des municipalités et des terrains où elles ont été déployées. Commenant avec le « Temps de

Nanterre (1956-1962) », Blanc-Chaléard replace l'apparition du bidonville en France dans le cadre élargi de la crise du logement et de la guerre d'indépendance algérienne. Dès le début, les premières constructions, comme celles de Nanterre, furent perçues comme des enclaves de travailleurs algériens migrants. Les mesures initiales destinées à mettre un terme à ces conditions de logement insalubres furent prises au sein d'une stratégie plus large de surveillance ciblée et de maintien de l'ordre, mesures abandonnées, affirme Blanc-Chaléard, après 1962⁸. Puis commença le « Temps de Champigny (1964-1969) », avec le vote de la loi Debré, qui défend une stratégie nationale et coordonnée d'élimination des bidonvilles. Paradoxalement, le bidonville accède à la visibilité avec l'attention que lui portent les médias nationaux, après mai 1968, au moment même où sa destruction semble assurée. Pour Blanc-Chaléard, ce temps de Champigny marque une tout autre étape, qui permet au bidonville et à ses résidents (étrangers) d'être intégrés dans une politique nationale du logement. En 1970, une nouvelle législation (la loi Vivien) lance un vaste projet d'élimination de l'« habitat insalubre », terme plus général et moins connoté, inaugurant le « Temps de Saint-Denis (1970-1975) ». Même si cette période désigne la fin de la campagne, généralement réussie, de suppression des bidonvilles, Blanc-Chaléard note que le déplacement des résidents dans les HLM de banlieue s'est soldé par une situation encore plus marquée de ségrégation spatiale et par la politisation croissante des débats concernant l'immigration.

En finir avec les bidonvilles englobe ainsi l'essor et la chute de l'État-providence français, et met en évidence, depuis une perspective nouvelle, le rôle crucial de l'urbanisation concertée et de la production de logements de masse dans la France de l'après-guerre. Dans le récit qu'en trace l'ouvrage, la politique d'immigration, suivie dans ses tours et détours, dans les évolutions notables de son discours et de ses mesures, apparaît comme le principal moteur de l'histoire du bidonville. La migration du bidonville depuis le Maghreb jusqu'en France est considérée comme l'une des conséquences de l'immigration en nombre de travailleurs venus d'Algérie en métropole au milieu des années 1950, même si son expansion fut accélérée par la crise du logement que connaissait alors la France. En ce sens, l'ouvrage de Blanc-Chaléard ouvre le débat sur les domaines d'intersection entre urbanisme,

logement, services sociaux, et gestion des populations immigrantes, qui font également l'objet des récents travaux de Choukri Hmed, Ed Naylor, Amelia Lyons et Miayao Nasiali⁹. Ces publications opposent toutefois un démenti à l'affirmation de Blanc-Chaléard pour qui le bidonville fut officiellement décolonisé en 1962, puisqu'elles mettent l'accent sur l'héritage et la continuité des politiques coloniales, du personnel administratif, et des cadres conceptuels dans la France d'après la guerre d'Algérie¹⁰. Un autre courant important de la littérature actuelle oriente le point de vue de l'urbain vers l'architectural, et de la banlieue parisienne vers Casablanca, où le bidonville est né.

Entre formel et informel

Dans l'ouvrage de Tom Avermaete et Maristella Casciato *Casablanca / Chandigarh : bilans d'une modernisation* et dans celui de Sascha Roesler *Habitat marocain documents*, le bidonville est moins le centre de l'intérêt qu'un fil d'Ariane contextuel. Les deux ouvrages accompagnaient des expositions conçues en partie pour présenter des archives personnelles d'architectes. Dans le cas de *Casablanca / Chandigarh*, la collaboration d'Avermaete et Casciato engage la réflexion sur les archives de Pierre Jeanneret, conservées au Canadian Center for Architecture, où l'exposition du même nom a ouvert ses portes en novembre 2013. Leur approche novatrice se livre à un jeu approfondi d'échanges entre les réflexions d'Avermaete sur Casablanca (objet d'un travail précédent consacré à l'architecture de l'ATBAT [Atelier des bâtisseurs]-Afrique et à l'agence Candilis-Josic-Woods) et les recherches de Casciato sur Chandigarh, qui permet d'ouvrir, en des terrains pourtant connus, de nouvelles perspectives¹¹. L'ouvrage, comme l'exposition dont il est issu, met en regard des photographies d'époque et des documents d'aménagement urbain avec des photographies prises en mars 2013 par Yto Barrada (dans le cas de Casablanca) et Takashi Homma (dans celui de Chandigarh), auxquels se joignent des articles abordant les questions thématiques et le rôle des acteurs.

Habitat marocain documents est lui aussi associé à une exposition qui s'est tenue l'automne 2013, à l'Architekturforum de Zurich, en collaboration avec le gta (Institut d'histoire et de théorie de l'architecture) à l'ETH (Institut fédéral suisse de technologie), consacrée aux archives d'André Studer. Comme le suggère le titre, Roesler s'est plus particulièrement

intéressé à la collaboration de Studer avec son compatriote Jean Hentch pour la construction à Casablanca d'un ensemble de logements destinés à des résidents marocains, commencée en 1954 et achevée en avril 1956, quelques semaines après que le Maroc eut officiellement proclamé son indépendance. Si *Casablanca / Chandigarh* enregistre les changements à travers le temps, en organisant une comparaison visuelle qui se déploie des plans originaux aux photographies récentes, *Habitat marocain documents* permet au visiteur ou au lecteur d'apprécier des séries plus nuancées de transformations, au cours des décennies successives, sur des intervalles à peu près réguliers de vingt ans, bien que les quatre dernières séries de photographies ayant été prises entre 2006 et 2012.

Les deux projets ont pour but de remettre en question les temporalités conventionnelles de l'histoire de l'architecture, en prenant en compte la façon dont les villes et leurs bâtiments sont transformés au cours du temps, notamment par leur occupation, et par les différentes adaptations qui en découlent. Dans le même mouvement, c'est le travail d'un architecte-urbaniste qui est chaque fois au centre du récit. Avermaete rattache sa contribution à l'œuvre de Michel Écochard, et Roesler à celle d'André Studer. Avermaete, en particulier, semble vouloir remettre en cause la compréhension qui a longtemps prévalu de l'Afrique du Nord française comme laboratoire décisif des expériences de l'architecture et de l'urbanisme modernes¹². Écochard apparaît plus ici comme un type nouveau d'expert transnational d'avant-garde, qui s'illustre, selon Avermaete, par sa sensibilité aux politiques de décolonisation et par l'étendue de ses champs d'intervention à Casablanca et au-delà, des sites antiques de Syrie et de ses réalisations damascènes (à partir de 1932) à la Tennessee Valley Authority américaine (1946) et aux nouvelles universités de Karachi (1958) et d'Abidjan (1962-1978). Dans une même veine, Roesler présente André Studer comme une sorte d'architecte nomade et son architecture comme « déjà moderne et mondialisée » (ROESLER, 2016, p. 9). Dans les dialogues qu'elles établissent entre les interventions relevant purement du dessin ou du plan et l'évolution des bâtiments au cours du temps, les deux études sont structurées par les tensions négligées entre l'action de l'architecte et celle de l'habitant.

Ce qu'Avermaete a auparavant qualifié de glissement épistémologique de l'architecture vers l'ethnographie et le quotidien, évident à

2. André Studer, photographie, prise depuis l'immeuble Sémiramis conçu par ATBAT-Afrique, du bidonville des Carrières centrales, à Casablanca, en 1955, Zurich, gta Archives.

Casablanca au début des années 1950, détermine également les recherches de Roesler sur Studer¹³. C'est au travers de cette optique que le bidonville se détache, clairement, dans le cadre des projets d'habitat expérimentaux – un point de vue qu'évoque de façon frappante une photographie des bidonvilles des Carrières centrales prise par André Studer depuis un balcon de l'immeuble Sémiramis, création du bureau africain de l'ATBAT (fig. 2). Grâce aux travaux de Jean-Louis Cohen et de Monique Eleb, l'histoire de l'apparition du bidonville à Casablanca commence à être mieux connue, et notamment ses rapports avec les propositions d'urbanisme et les nouveaux types de logements réalisés par Écochard, ABAT-Afrique et d'autres, destinés à le remplacer¹⁴. Avermaete et Roesler orientent l'analyse dans une direction différente, affirmant que pour ces architectes, le bidonville représentait en lui-même un terrain de recherche, plus que la preuve criante d'une crise du logement à laquelle il fallait faire face. Pour Écochard et les architectes associés au GAMMA (Groupe d'architectes modernes marocains), tout comme pour Studer, le bidonville méritait qu'on s'y intéresse de près, au même titre que l'habitat indigène des zones rurales, pour ses qualités esthétiques et les éclairages qu'il peut fournir sur

les pratiques culturelles d'habitation. Avermaete et Roesler se rejoignent pour penser que les recherches approfondies d'Écochard comme de Studer sur les cultures locales de la construction démontrent leur sensibilité culturelle. Ce tournant anthropologique de l'architecture et des politiques qu'il aurait induit mérite néanmoins qu'on y regarde de plus près, à la lumière notamment du rôle actif joué par l'ethnographie dans la mise en place et le maintien des institutions politiques de l'Algérie française et du Protectorat marocain¹⁵.

Avermaete s'intéresse plus particulièrement à la célèbre « trame Écochard » 8 × 8, qu'il qualifie de « tissu civique de la nouvelle Casablanca » (AVERMAETE et CASCIATO, 2014, p. 258). Écochard proposait une infrastructure permettant l'expansion à l'infini d'habitations basses dotées d'une cour, autorisant l'adaptation individuelle, dont l'ensemble fut souvent transformé, avec le temps, en un tissu urbain plus dense et vertical (AVERMAETE et CASCIATO, 2014, p. 277). De la même façon, Roesler célèbre la trame structurale en béton de Studer, qui permet aux résidents d'adapter et de transformer leurs logements, quoiqu'il fasse remarquer que la forme tectonique conçue par l'architecte limite ces additions interstitielles et l'emporte sur elles¹⁶. Si les concepteurs

3. Vue de l'exposition *Comment les architectes, les experts, les politiciens, les agences internationales et les citoyens négocient l'urbanisme moderne : Casablanca Chandigarh, Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 2013.*

répondaient aux logiques informelles telles qu'ils les avaient observées dans les bidonvilles, les cadres structurels qu'ils mettaient en place – prédéterminés par la logique dominante et intransigeante de la trame – semblaient garantir que l'intervention de l'architecte conserverait sa suprématie. Bien qu'Avermaete souligne l'ampleur des transformations effectuées par les habitants, le schéma d'Écochard demeure le catalyseur essentiel de la nouvelle Casablanca.

L'état de (non)guerre et le bidonville

À première vue, le livre de Samia Henni, *Architecture of Counterrevolution: The French Army in Northern Algeria*, accorde assez peu d'attention au bidonville, qui ne constitue l'objet explicite que d'un seul des dix chapitres. L'étude de Henni, qui reprend sa thèse, obtenue en 2016 à l'ETH de Zurich, s'attache surtout au statut extrajuridique propre à « cet état de non-guerre » (HENNI, 2017, p. 36) qui caractérise la longue guerre d'indépendance de l'Algérie et son extraordinaire violence¹⁷. Henni tient tout particulièrement à retracer l'étendue des ramifications territoriales, politiques, sociales, spatiales ou architecturales de la militarisation massive de l'Algérie française, telle qu'elle fut officiellement institutionnalisée avec la déclaration de l'état d'urgence, en avril 1955.

En cours de route, l'étude de Henni apporte une compréhension aiguë de certains éléments de la formation socio-spatiale du bidonville, approche qui rejette toute glorification de l'inspiration ethnographique des architectes ou de la créativité expressive des résidents.

Le livre commence en questionnant les vérités toutes faites et l'amnésie historique au travers d'une documentation méticuleuse des déplacements forcés, considérés comme la clef de la stratégie militaire française après que le FLN a déclaré, en novembre 1954, la résistance armée au régime colonial (HENNI, 2017, p. 36). Le bidonville intervient assez tôt dans cette présentation, lorsque Henni fait remarquer que les « zones de pacification » (qui allaient devenir l'objectif de l'« action psychologique ») établies par les militaires, ainsi que les « zones interdites » (dans lesquelles ne devait plus subsister aucun être vivant) ont entraîné des migrations intérieures à grande échelle de la population algérienne. « En conséquence de quoi – selon Henni –, le nombre de bidonvilles a considérablement augmenté durant la guerre d'indépendance algérienne » (HENNI, 2017, p. 46-47), même si nombre de ces sites étaient apparus avant la guerre, lorsque d'anciens résidents ruraux étaient venus en ville à la recherche d'un emploi et de conditions de vie meilleures. En 1958, le plan Constantine a permis une vaste campagne

contre le bidonville dans le but « d'éradiquer cette superfluidité qui n'était que trop apparente, ce surplus trop récent, cet excès trop évident » (HENNI, 2017, p. 117) – invocation de l'explication du bidonville par Frantz Fanon comme la quintessence de l'expression de la violence coloniale¹⁸.

Henni met au jour le puissant système de coordination des stratégies contre-révolutionnaires, qui ciblait aussi bien les zones rurales que les bidonvilles et les villes dans toute l'Algérie, nourrissant des plans de surveillance massifs et interdépendants, des déplacements forcés, des évacuations et de nouvelles constructions, ces dernières souvent réalisées en recourant au travail forcé. Les sources archivistiques considérables mobilisées ici révèlent le rôle actif joué par l'armée, notamment par les officiers des SAS (sections administratives spéciales) et des SAU (sections administratives urbaines), dans la mise en place de nouveaux systèmes de contrôle et de surveillance des résidents des bidonvilles comme dans l'élaboration et l'exécution de vastes programmes de déplacement et de « recasement », conclusions qui rejoignent celles d'autres publications récentes s'intéressant à la militarisation du bidonville durant la guerre¹⁹. Comme le rappelle Henni, ces mêmes stratégies furent plus tard employées dans les bidonvilles des banlieues parisiennes, dont Nanterre, et c'est ici que son récit recoupe celui de Blanc-Chaléard, en y apportant un correctif convaincant. Si Blanc-Chaléard insiste sur les origines coloniales du bidonville, elle n'en affirme pas moins qu'il entreprit son propre processus de décolonisation après sa migration en France, de sorte que « la politique de résorption qui s'engage en 1964 s'est [...] libérée de l'enjeu colonial » (BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 205). Henni réfute admirablement ce type de séparation définitive entre territoire colonial et national en retraçant comment les politiques de l'État et les stratégies des militaires se sont déplacées, et avec quelle fluidité, entre l'Algérie et la France, exploitant l'état d'urgence pour transformer les bidonvilles en zone militarisées où les stratégies coordonnées pour leur élimination ont été soigneusement perfectionnées.

Les avens du bidonville

Qu'elles privilégient celui des autorités militaires ou civiles, des urbanistes ou des architectes, des municipalités ou des organismes de logement, ces quatre publications sont des histoires qui adoptent un point de vue surplombant. Les habitants du

bidonville sont évoqués à maintes reprises, mais sans qu'on cherche véritablement à faire entendre leur voix, à quelques exceptions notables, notamment les longs entretiens oraux d'anciens résidents du bidonville des Pâquerettes, à Nanterre et dans la région de Oued Souf en Algérie, mentionnés par Blanc-Chaléard²⁰. Avermaete et Casciato insistent sur la multiplicité formidable d'acteurs qui produisent la ville – non seulement les architectes et les urbanistes, mais aussi « les agences internationales, les responsables politiques, les sociologues, les entrepreneurs, les habitants, les maçons, les charpentiers, et bien d'autres encore » (AVERMAETE et CASCATO, 2014, p. 13). Eux-mêmes pourtant accordent beaucoup plus d'importance, dans leur analyse, au point de vue des experts qu'à celui des ouvriers et des habitants. En outre, l'accent généralement porté sur la reconstitution des réponses à ces espaces urbains consacre l'attention relativement faible portée à la compréhension détaillée de ce qui a présidé, au départ, à la naissance de ces zones nommées « bidonvilles ». En conséquence de quoi le bidonville ne devient véritablement digne d'attention que lorsqu'il attire celle des responsables gouvernementaux, des officiers de l'armée, des fonctionnaires et des architectes.

À tous les niveaux, ces récents ouvrages présentent une riche iconographie, notamment photographique, des sites qualifiés de « bidonvilles ». La plus importante contribution d'*Habitat marocain documents* tient peut-être dans l'extraordinaire matériau reproduit issu des archives d'André Studer, dont le remarquable album réuni par sa femme Theres Studer sur leurs voyages à travers le Maroc²¹. De même *Casablanca / Chandigarh* met en lumière les collections de la photothèque de l'École nationale d'architecture de Rabat (fig. 3), tandis qu'*En finir avec les bidonvilles* présente de nombreuses et fort intéressantes photos de Nanterre, dont certaines prises par Monique Hervo. Curieusement, ces auteurs ne parviennent pas à prendre sérieusement en compte la question du rôle de ces images dans la représentation du bidonville et dans la façon dont celle-ci s'est figée. Si, comme le soutient Blanc-Chaléard, la nouvelle visibilité du bidonville le distingue de formes plus anciennes d'habitat précaire, alors les conditions qui ont permis ce mouvement d'apparition au regard et les représentations visuelles qui en ont conséquemment été tirées méritent qu'on s'y intéresse de plus près.

La lecture conjointe de ces quatre ouvrages permet de tracer des liens entre les territoires limités et les périodes déterminées par chacun d'eux. Tous quatre désignent de plus vastes réseaux de liens définissant les migrations du bidonville et les stratégies mises en place pour y répondre, notamment les réalisations architecturales qui l'ont remplacé. Les géographies circonscrites par chaque étude en limitent aussi la portée. Une cartographie sur une plus longue durée de ces mouvements et une étude comparative plus vaste sont sans aucun doute à l'ordre du jour, qui pourraient s'appuyer sur la perspicacité des observations de Blanc-Chaléard et particulièrement par Henni sur la continuité remarquable des personnels engagés dans la surveillance et la restructuration du bidonville tant au Maghreb qu'en France – une orientation de recherche qu'a d'ailleurs commencé d'emprunter Jim House²². Beaucoup de choses sont encore à dire sur les flux de matériaux exploités pour produire le bidonville, tout comme sur la migration – étonnamment peu abordée dans les recherches – des idées, des formes constructives et des politiques d'aménagement urbain au Maroc, en Algérie et en Tunisie ou sur la permanence et la résurgence de ces phénomènes et de ces débats, comme en témoigne, par exemple, la récente campagne « Villes sans bidonvilles » au Maroc.

Ce texte a été traduit de l'anglais
par François Boisivon.

Sheila Crane, University of Virginia
scrane@virginia.edu

1. Les recherches de John F. C. Turner sur les *corralones*, ou bidonvilles, de Lima au Pérou, débutées dans les années 1960, réussissaient à attirer l'attention sur le phénomène urbain de plus en plus marquant d'un habitat construit par les habitants eux-mêmes. Voir par exemple John F. C. Turner, « Lima's *Barriadas* and *Corralones*: Suburbs Versus Slums », dans *Ekistics*, vol. 19, n° 112, mars 1965, p. 152-155 ; « The Squatter Revolution: Autonomous Urban Settlement and Social Change in Transitional Economies », manuscrit inédit, mars 1969 ; et *Freedom to Build: Dweller Control of the Housing Process*, New York, Macmillan, 1972. La littérature actuelle sur l'habitat informel est trop abondante pour une recension exhaustive ; mentionnons néanmoins les contributions décisives d'Ananya Roy et de Nezar Al Sayyad (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia*, Lanham, Lexington Books, 2004 ; de Mike Davis, *Planet of Slums*, Londres, Verso, 2006 et d'Ann Bailey et al., *The Global Encyclopedia of Informality*, Londres, UCL Press, 2018, 2 vol.

2. Dans la première partie de son livre, Blanc-Chaléard se penche sur les relations entre les premiers habitats occasionnels illégaux, construits à Paris dans l'entre-deux-guerres, notamment dans la « zone », et les constructions similaires, plus tard qualifiées du terme spécifique de « bidonville ». Si l'histoire de l'habitat informel parisien est déjà ancienne, les dynamiques socio-spatiales spécifiques associées aux bidonvilles n'ont commencé à se constituer en France métropolitaine qu'au début des années 1950.

3. On doit l'expression à Jean Fourastié, qui la fait apparaître dans le titre de son ouvrage *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979. Quoique la période soit souvent définie par ses continuités, l'étude de Blanc-Chaléard s'inscrit dans les travaux qui ont récemment exhumé, au contraire, les « réalités hétérogènes » de ces trois décennies (BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 9). Voir notamment Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre, Paris, La Découverte, 2013.

4. Parmi les publications de Marie-Claude Blanc-Chaléard, mentionnons *Les Italiens dans l'Est parisien : une histoire d'intégration (années 1880-1960)*, Rome, École française de Rome, 2000 ; *Histoire de l'immigration en France*, Paris, La Découverte, 2001 ; Marie-Claude Blanc-Chaléard, Stéphane Dufoix et Patrick Weil (ss. dir.), *L'Étranger en question : migration, nationalité, intégration*, Paris, Éditions Le Manuscrit, 2005.

5. Parmi les contributions les plus notables : Muriel Cohen, « Les Algériens des bidonvilles de Nanterre pendant la guerre d'Algérie : histoire et mémoire », mémoire de maîtrise, sous la direction de Marie-Claude Blanc-Chaléard, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 2003 ; Muriel Cohen, « Des familles invisibles : politiques publiques et trajectoires résidentielles de l'immigration algérienne (1945-1985) », thèse de doctorat, sous la direction d'Annie Fourcaut, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 2013 ; Victor Collet, « Du bidonville à la cité. Les trois âges des luttes pro-immigrés : une sociohistoire à Nanterre (1957-2011) », thèse de doctorat, sous la direction d'Annie Collowald, université de Nantes, 2013 ; Cédric David,

« La résorption des bidonvilles de Saint-Denis : un nœud dans l'histoire d'une ville et de "ses" immigrés, de la fin des années 1950 à 1970 », mémoire de maîtrise, sous la direction de Marie-Claude Blanc-Chaléard, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 2002 ; Cédric David, « Logement social des immigrants et politiques municipales en banlieue ouvrière (Saint-Denis, 1944-1995) », thèse de doctorat, sous la direction de Marie-Claude Blanc-Chaléard, université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, 2016.

6. À Casablanca, Robert Montagne réunit une véritable armée de sociologues rattachés à l'administration du Protectorat, qui publient de nombreuses études sur les bidonvilles. Parmi les contributions les plus remarquables, celles de Robert Montagne, *Naissance du prolétariat marocain : Enquête collective, 1948-1950*, Paris, Peyronnet, 1952 ; de Pierre Mas, « L'urbanisation actuelle du Maroc : Les bidonvilles », dans *La Vie urbaine*, n° 61 (1961), p. 185-221 ; et d'André Adam, *Casablanca : essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, Éditions du CNRS, 1972, 2 vol. Les études les plus notables consacrées à Alger sont, entre autres, celles de Jean Pelletier, *Alger, 1955 : essai d'une géographie sociale*, Paris, Les Belles Lettres, 1959 et de Robert Descloîtres, Jean-Claude Reverdy et Claudine Descloîtres, *L'Algérie des bidonvilles. Le Tiers Monde dans la cité*, Paris, Mouton, 1961. L'étude de Pelletier a récemment été rééditée : Jean Pelletier, *Alger 1955 : essai d'une géographie sociale*, avec un commentaire critique de Rachid Sidi Boumedine, Alger, Éditions Apic, 2015.

7. Monique Hervo et Marie Ange Charras, *Bidonvilles : l'enlèvement*, Paris, Maspéro, 1971 ; Monique Hervo, *Chroniques du bidonville : Nanterre en guerre d'Algérie, 1959-1962*, Paris, Seuil, 2001 ; Brahim Benaïcha, *Vivre au paradis : d'un oasis à un bidonville*, Paris, Desclée de Brouwer, 1992, ayant plus tard donné naissance au film du même nom, réalisé par Bourlem Guerdjou en 1999 ; et Abdelmalek Sayad, *Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Éditions Autrement, 1996.

8. La surveillance assidue des bidonvilles de Nanterre fait l'objet d'une étude approfondie dans l'ouvrage de Jim House et Neil MacMaster, *Paris 1961: Algerians, State Terror, and Post-Colonial Memories*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

9. Choukri Hmed, « L'Encadrement des étrangers "isolés" par le logement social (1950-1980). Éléments pour une socio-histoire du travail des *street-level bureaucrats* », dans *Genèses*, n° 72, 2008 (3), p. 63-81 ; Ed Naylor, « The Politics of a Presence: Algerians in Marseille from Independence to "Immigration Sauvage" (1962-1974) », thèse de doctorat, Londres, université de Londres, 2011 ; Amelia H. Lyons, *The Civilizing Mission in the Metropole: Algerian Families and the French Welfare State during Decolonization*, Stanford, Stanford University Press, 2013 ; et Minayo Nasiali, *Native to the Republic: Empire, Social Citizenship, and Everyday Life in Marseille since 1945*, Ithaca, Cornell University Press, 2016.

10. À cet égard, voir aussi House et MacMaster, 2006, cité n. 8.

11. Tom Avermaete, *Another Modern: The Post-War Architecture and Urbanism of Candilis-Josic-Woods*, Rotterdam, Nai Publishers, 2005 ; Tom Avermaete, Serhat Karakayali et Marion von Osten (dir.), *Colonial Modern*, Londres, Black Dog Publishing, 2010.

12. Si la littérature sur le sujet est trop vaste pour figurer toute ici, mentionnons, parmi les principales contributions, François Béguin, *Arabesances, décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord, 1830-1960*, Paris, Dunod, 1983 ; Gwendolyn Wright, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 1991 ; Zeynep Çelik, *Urban Forms and Colonial Confrontations: Algiers under French Rule*, Berkeley, University of California Press, 1997 ; Jean-Louis Cohen et Monique Eleb, *Casablanca : mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Éditions Hazan / Éditions Belvisi, 1998 ; et Jean-Louis Cohen, Nabila Oulebsir, Youcef Kanoun (dir.), *Alger : Paysage urbain et architecture, 1800-2000*, Paris, Éditions de l'Imprimeur, 2003.
13. Avermaete, 2005, cité n. 11, p. 75 ; Tom Avermaete, « Nomadic Experts and Travelling Perspectives: Colonial Modernity and the Epistemological Shift in Modern Architecture », dans Avermaete, Karakayli, et von Osten, 2010, cité n. 11, p. 131-149.
14. Cohen et Eleb, 1998, cité n. 12, p. 220-224.
15. Edmund Burke III, *The Ethnographic State: France and the Invention of Moroccan Islam*, Berkeley, University of California Press, 2014. Le regard posé par Écochard, par les architectes du GAMMA et par Studer sur le bidonville de Casablanca pourrait être utilement confronté à l'étude du bidonville de Mahieddine à Alger par les architectes du CIAM-Alger, notamment Pierre-André Emery, Louis Miquel et Roland Simounet. Voir Zeynep Çelik, « Learning from the bidonville: CIAM looks at Algiers », dans *Harvard Design Magazine*, n° 18, 2003, p. 71-74 ; et Sheila Crane, « The Shantytown in Algiers and the Colonization of Everyday Life », dans Kenny Cupers (dir.), *Use Matters: An Alternative History of Architecture*, Londres, Routledge, 2013, p. 111-127.
16. Comme l'expliquait lui-même André Studer, il voulait dessiner une « ossature dominante [...] dans le cadre de laquelle peuvent s'exprimer les envies et les besoins de la vie » (André Studer « Habitat marocain », dans *Forum*, n° 5, 1962, p. 205, cité dans ROESLER, 2016, p. 133. Studer note aussi que les éléments de béton de l'« habitat marocain » étaient coulés sur place et que les matériaux des coffrages, du fait de leur rareté, étaient réutilisés jusqu'à leur désintégration (ROESLER, 2016, p. 24). Ces observations laissent entendre que les processus matériels du bidonville peuvent avoir joué sur la logique de l'architecture formelle plus profondément qu'on ne l'imagine.
17. Il n'est pas inutile de rappeler que Philip Ursprung a été le directeur de thèse de Samia Henni, Tom Avermaete et Jean-Louis Cohen faisant partie du jury.
18. Voir Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Éditions Maspero, 1961.
19. Sheila Crane, « Housing as Battleground: Targeting the City in the Battles of Algiers », dans *City and Society*, n° 29, vol. 1, 2017, p. 187-212 ; et Neil MacMaster, « Shantytown Republics: Algerian Migrants and the Culture of Space in the Bidonvilles », dans Hafid Gafaïti, Patricia Lorcin et David G. Troyanski (dir.), *Transnational Spaces and Identities in the Francophone World*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2009.
20. Cette remarquable étude de terrain d'histoire orale, dirigée par Rosa Olmos, avec la participation de Marie-Claude Blanc-Chaléard, de Muriel Cohen et d'Aïssa Kadri, fut réalisée de 2010 à 2013 ; les entretiens sont désormais disponibles à la Bibliothèque de documentation internationale (BDIC). Voir aussi Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Migrations, histoire, territoire : les migrants de Souf à Nanterre au miroir du Nogent des Italiens », dans Marie-Claude Blanc-Chaléard, Anne Dulphy, Caroline Douki et al. (dir.), *D'Italie et d'ailleurs : Mélanges en l'honneur de Pierre Milza*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 93-105.
21. Si nous savons que Theres Studer, qui était elle-même designeuse, accompagna André dans ses voyages à travers le Maroc, et si c'est elle qui semble avoir rassemblé la documentation photographique des sites qu'ils avaient visités et pris les notes durant ces voyages, son rôle dans le projet *Habitat marocain* n'est pas clairement établi dans le récit qu'en donne Roesler.
22. Jim House, « Double présence. Migrations, liens ville-campagne et luttes pour l'indépendance à Alger, Casablanca, Hanoï et Saïgon », dans *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, n° 12, 2017, p. 95-120 ; Jim House, « Shantytowns in the City: Algiers and Casablanca as a (Post)Colonial Archive », dans *Francosphères*, vol. 3, n° 1, 2014, p. 43-62 ; et du même auteur, « Shanty-towns and the Disruption of the Colonial Urban Order in Algiers and Casablanca », dans H. Adlai Murdoch et Zsuzsanna Fagyal (dir.), *Francophone Cultures and Geographies of Identity*, Newcastle-upon-Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013, p. 198-215. De nouveaux travaux sur le bidonville, considéré depuis Casablanca et Alger, méritent aussi d'être mentionnés : Najib Taki, *Djuânib min dhâkirat Karyân sentrâl – al-hay al-Muhammadi bi Dar al-Bayda' fi-al Qarn al-'shrîn: Muhâwala fi-atawthiq*, Casablanca, Casamémoire, 2012 ; et Rachid Sidi Boumedine, *Bétonvilles contre bidonvilles*, Alger, Apic, 2017.